

Le gouvernement prétend que le financement des retraites est en péril, mais les gouvernements successifs depuis plus de 20 ans, ont créé et alimenté un Fonds de Réserve des Retraites (FRR).

Celui-ci, fin 2018, disposait d'actifs de plus de 32 milliards d'euros. Même si quelques engagements pourraient diminuer un peu ce montant imposant, il représente une ressource bien réelle. En plus de ce premier pactole, la plupart des autres régimes de retraites, dont les complémentaires (Agirc-Arrco, CNAVPL...), possèdent également des réserves que le Conseil d'Orientation des Retraites évalue lui-même à plus de 116 milliards d'euros. On peut donc estimer à 150 milliards au bas mot les réserves disponibles pour passer le cap des difficultés esquissées pour 2025.

De fait, le plan caché du gouvernement, c'est de remettre en cause notre système de retraites par répartition et la solidarité intergénérationnelle qui mutualise les ressources et les redistribue équitablement, même s'il y a des améliorations à opérer. Et au final, conformément aux instructions du MEDEF, il nivelle par le bas les protections sociales, accroît la précarisation sociale et écologique, et favorise par des mécanismes techniques les premiers de cordée, ceux qui ont les revenus les plus élevés.

Le gouvernement Macron/Philippe prétend qu'il concerte mais comme pour les hôpitaux ou les gilets jaunes, et désormais pour les retraites, ce gouvernement ne comprend que le rapport de force plutôt que de faire de la démocratie sociale et du vrai débat sur les vrais sujets avec les partenaires sociaux et les corps intermédiaires.

Ce n'est pas ma conception du dialogue social. Et pour défendre un véritable contrat social qui protège tous les français, je soutiens les mobilisations syndicales du 5 décembre 2019.